

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/102

4 septembre 1996

(96-3478)

Conseil du commerce des marchandises  
19 septembre 1996

Original: anglais

## LOI RELATIVE AUX PREFERENCES COMMERCIALES EN FAVEUR DES PAYS ANDINS

### Demande de reconduction de la dérogation

La Mission permanente des Etats-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après.

En vertu de la Décision adoptée par les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 le 19 mars 1992 (L/6991, IBDD, S39/431), les Etats-Unis ont obtenu une dérogation à leurs obligations au titre du paragraphe 1 de l'article premier du GATT de 1947 qui leur permettait d'octroyer la franchise de droits à des produits déterminés en provenance des pays andins bénéficiaires conformément à la Loi relative aux préférences commerciales en faveur des pays andins (ATPA). Cette dérogation a été accordée pour la période allant du 4 décembre 1991 au 4 décembre 2001. Conformément au paragraphe 1 b) iii) du GATT de 1994, la dérogation est devenue partie intégrante du GATT de 1994 lorsque l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce ("Accord sur l'OMC") est entré en vigueur le 1er janvier 1995. Comme le prévoit le paragraphe 2 du Mémorandum d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, cette dérogation expirera, à moins qu'elle ne soit prorogée, le 31 décembre 1996, deux ans après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.

L'ATPA, qui a été signée et a pris ainsi force de loi le 4 décembre 1991, autorise le Président à accorder certains avantages commerciaux à quatre nations andines - Bolivie, Colombie, Equateur et Pérou. Elle vise à aider les bénéficiaires à réduire la production et le trafic de drogues illicites en offrant des possibilités d'expansion du commerce des produits licites. Elle prévoit pratiquement les mêmes avantages que la Loi relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes, pour laquelle une dérogation a été accordée en vertu de la Décision du Conseil général du 15 novembre 1995 (WT/L/104). Le Congrès a autorisé l'ATPA pour une période de dix ans, se terminant le 4 décembre 2001.

Les Etats-Unis demandent que les Membres reconduisent la dérogation pour la période se terminant le 4 décembre 2001, afin de leur permettre de continuer à accorder la franchise de droits à des produits déterminés importés des pays andins bénéficiaires, conformément à la Loi relative aux préférences commerciales en faveur des pays andins (Public Law 102-182 du 4 décembre 1991).

Les Etats-Unis doivent obtenir une dérogation au paragraphe 1 de l'article premier du GATT de 1994 pour pouvoir continuer à accorder cette franchise de droits conformément à leurs obligations internationales. La présente demande est formulée conformément aux directives adoptées le 1er novembre 1956 concernant l'examen des demandes de dérogation, au Mémorandum d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et

le commerce de 1994, et aux paragraphes 3 et 4 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC. Les objectifs de l'ATPA et les circonstances exceptionnelles justifiant l'octroi d'une dérogation sont exposés ci-après.

### ***Exposé***

En septembre 1989, le gouvernement a annoncé le lancement de l'Initiative commerciale en faveur des pays andins (ATI) et a créé le Groupe d'étude interorganismes du commerce avec les pays andins. Ce groupe avait pour mission générale d'examiner attentivement les lois et politiques commerciales des Etats-Unis afin de voir comment accroître les possibilités d'échanges avec les pays producteurs de drogues de la région andine.

Au sommet de Carthagène de février 1990 consacré à la question des drogues, le Président Bush est convenu, entre autres choses, de faciliter l'accès au marché des Etats-Unis. L'ATPA fait suite à cet engagement.

Le 23 juillet 1990, le gouvernement a proposé au Congrès un programme d'avantages en faveur des quatre nations andines - Bolivie, Colombie, Equateur et Pérou - similaires à ceux qui sont accordés aux bénéficiaires de l'Initiative concernant le Bassin des Caraïbes (CBI). Un projet de loi portant introduction de ces avantages a été présenté au Congrès le 5 octobre 1990 et a été examiné en janvier 1991. L'ATPA a été adoptée par le Congrès le 26 novembre 1991. Le 4 décembre 1991, l'ATPA a été signée, prenant ainsi force de loi.

### **Objectif**

L'ATPA s'inscrit dans la démarche des Etats-Unis qui consiste à se servir de la politique commerciale pour encourager les pays tributaires du commerce des stupéfiants à développer d'autres cultures licites et de nouvelles industries capables d'être compétitives sur le marché mondial. La cocaïne est celle des drogues illicites dont la production et le trafic ont aux Etats-Unis les conséquences économiques et sociales les plus graves. La quasi-totalité de la cocaïne est originaire des pays bénéficiaires de l'ATPA. Les économies de cette région ont été sérieusement affectées du fait que l'activité économique licite a été remplacée par celle des producteurs et des trafiquants de stupéfiants. Les Etats-Unis utilisent les possibilités commerciales du genre de celles qui sont offertes par l'ATPA afin d'inciter les habitants des pays andins à abandonner le commerce des drogues illicites pour celui des produits licites.

L'ATPA élargit les avantages apportés à la région par le SGP et par les efforts que consentent d'autres nations pour promouvoir le commerce et le développement économique de la région.

Les Etats-Unis demandent une dérogation au paragraphe 1 de l'article premier afin de pouvoir continuer à mettre en oeuvre les dispositions-clés de l'ATPA, qui prévoient l'octroi temporaire aux nations andines d'un accès unilatéral, à des taux de droits réduits. La franchise de droits est accordée pour tous les produits, à l'exception des textiles et des vêtements, des chaussures, du pétrole et des produits pétroliers, de certains ouvrages en cuir, d'une catégorie mineure de montres et de pièces détachées pour montres, du thon en boîte et du rhum. Les droits de douane applicables aux ouvrages en cuir exclus de ce régime sont réduits de 20 pour cent, sous certaines conditions, sur une période de cinq ans qui a commencé le 4 décembre 1991. Les préférences seront en vigueur pendant dix ans à compter du 4 décembre 1991.

### **Effet sur les autres parties contractantes**

Les préférences tarifaires prévues par l'ATPA n'ont pas dressé et ne dresseront pas de nouveaux obstacles au commerce des parties contractantes ni ne l'ont entravé et ne l'entraveront d'aucune manière,

car les pays bénéficiaires n'entrent que pour une très faible part dans le commerce des Etats-Unis et le programme est limité à la fois dans sa portée et dans sa durée.

Les chiffres relatifs au commerce figurant à l'annexe 1 et dans les renseignements communiqués par les Etats-Unis pour la dérogation de 1991 montrent que la préférence accordée aux importations dans le cadre de l'ATPA n'a pas eu pour effet d'évincer les importations de produits similaires en provenance des pays tiers.

#### Effet sur les régimes NPF et SGP

Le programme ATPA est un programme complètement autonome qui n'a jamais inclus la consolidation des marges de préférences. Ce programme n'a pas fait obstacle aux négociations tarifaires menées par les Etats-Unis lors du Cycle d'Uruguay, dont l'un des principaux objectifs était l'option zéro pour zéro, c'est-à-dire l'élimination des droits de douane sur la base du principe de la nation la plus favorisée. Ce programme est également indépendant du programme SGP des Etats-Unis, sur le plan juridique et au niveau de la politique du gouvernement.

Le 20 août 1996, le Président Clinton a signé un texte législatif réautorisant le programme SGP, avec effet rétroactif au 1er août 1995. L'octroi des avantages découlant de l'ATPA n'aura pas d'incidence négative sur les avantages offerts par le SGP.

#### Conclusion

Les Etats-Unis demandent que les Membres veuillent bien examiner avec diligence leur demande de dérogation. Ils sont disposés à engager des consultations et à coopérer pleinement en fournissant des renseignements additionnels sur l'ATPA et en étudiant les modalités spécifiques de la dérogation.

ANNEXE 1

Commerce des Etats-Unis avec les pays andins

(En millions de dollars)

Source	Importations des Etats-Unis									
	Volume	Part	Volume	Part	Volume	Part	Volume	Part	Volume	Part
	1991		1992		1993		1994		1995	
Importations totales des Etats-Unis	487 129	100,00%	532 665	100,00%	580 659	100,00%	663 256	100,00%	743 505	100,00%
Bolivie	208	0,04%	162	0,03%	191	0,03%	260	0,03%	263	0,04%
Colombie	2 736	0,53%	2 837	0,53%	3 032	0,52%	3 171	0,48%	3 755	0,51%
Equateur	1 327	0,25%	1 344	0,25%	1 399	0,24%	1 726	0,26%	1 930	0,26%
Pérou	776	0,14%	738	0,14%	754	0,13%	841	0,13%	1 035	0,14%
Total ATPA	5 047	0,96%	5 081	0,95%	5 376	0,92%	5 738	0,90%	6 983	0,95%